

Les insurrections de 1837-38 : un phénomène social

par Fernand OUELLET *

Pendant longtemps, les historiens ont davantage porté attention à la dimension politique des insurrections de 1837-38. C'est pourquoi, celles-ci en dépit de leur échec lamentable retrouvaient leur ultime justification dans le triomphe de grands principes constitutionnels considérés éminemment valables en eux-mêmes, telle la responsabilité ministérielle, ou jugés essentiels à la survie de la nationalité canadienne-française¹. Encore une fois, nous assistions à une victoire éclatante de l'univers des valeurs sur les mesquins intérêts économiques et sur les intérêts de classes. Ainsi, après avoir averti qu'on ne saurait réduire ce mouvement de 1837-38 « à une lutte de races, ni même à une lutte de classes sans rapetisser et fausser l'histoire », le chanoine Groulx conclut avec vigueur : « épisode d'une lutte politique pour un achèvement politique² ». Il est vrai que ces hommes de 1837 avaient, à son point de vue, commis de regrettables erreurs : ils avaient pactisé avec les « creuses idéologies démocratiques » ; ils s'étaient livrés à l'anticléricalisme allant même jusqu'à désobéir gravement à l'Église. Papineau en particulier avait beaucoup à se faire pardonner. Mais, déclare le chanoine Groulx, n'avait-il pas personnifié « les aspirations d'une nationalité³ » à un moment fort critique de notre histoire nationale ? « Sa gloire, ajoute-t-il, gagnera parmi nous tout ce que gagnera le sentiment de l'indépendance politique⁴. »

Ce thème de la suprématie des arrière-plans politiques sur tous les autres nous semble par trop limité. Certes la politique a une existence propre, elle a ses normes et ses techniques, mais elle est aussi un lieu où s'agitent et s'affrontent des intérêts économiques⁵. Il est non moins crucial pour la compréhension des phénomènes dits politiques de pénétrer

* Fernand Ouellet est professeur titulaire à l'Université Carleton, Ottawa.

¹ Notre analyse repose principalement sur un fonds d'archives : *Les Événements 1837-38*, qui est conservé aux Archives de la province de Québec et aux Archives publiques du Canada. Ces dossiers permettent de saisir la dimension sociale du mouvement.

² L. GROULX, *Histoire du Canada français depuis la découverte*, III, 235.

³ L. GROULX, *L.-J. Papineau, Notre Maître le Passé*, 1^{re} série, 195.

⁴ L. GROULX, *ibid.*, 210 et suiv.

⁵ Dans notre *Histoire économique et sociale du Québec (1760-1850)*, nous croyons avoir établi cette interdépendance de l'économique et du politique.

les rapports multiples qui lient le politique au social. Peut-on aisément dissocier les stratégies politiques des stratégies sociales ? Derrière les groupes et les partis, nous retrouvons la plupart du temps moins des individus isolés que des groupes et des classes sociales. On pourrait même prétendre qu'une crise politique prolongée serait un des indices les plus certains d'une mutation sociale en profondeur ou d'un transfert du pouvoir économique et social d'un groupe à un autre, que ce soit un groupe ethnique, une classe sociale ou les deux à la fois. Le recours aux armes par certains éléments de la société serait alors une admission formelle ou implicite de la faillite des stratégies politiques normales. Quant à nous, au risque de rapetisser l'histoire et de ternir certaines glorioles, mais certain de rencontrer les hommes et leurs problèmes réels, nous nous proposons de projeter sur ces événements révolutionnaires un éclairage social, le seul qui largement entendu puisse faire soupçonner ce que furent réellement ces années troublées. Dans cette perspective, deux séries de questions se posent. Dans quelle mesure et pourquoi les couches populaires ont-elles participé d'une façon massive au mouvement ? Quels furent le rôle des élites et leurs rapports avec les milieux populaires urbains et ruraux ? Tout cela soulève évidemment le problème central de l'idéologie révolutionnaire et implique un regard attentif sur les consciences de classe.

1. — UN MOUVEMENT POPULAIRE.

Dans son livre sur les soulèvements populaires en France au XVII^e siècle, Boris Porchnev a mis en lumière une série d'insurrections nées spontanément de la masse et se propageant sous l'effet de la contagion et de l'implantation d'un leadership populaire. Porchnev ajoute à sa description une information qui intéresse directement notre propos :

Tant qu'il gardait un caractère exclusivement populaire, le mouvement souffrait d'une mauvaise organisation et restait aveuglément impulsif. Si la direction en était confiée aux représentants d'une autre classe sociale, ces derniers dénaturaient le mouvement et ses objectifs essentiels [...] ils contribuaient à sa cécité sociale: limitant le programme du soulèvement à une lutte antifiscale, ils ne lui permettaient pas de se développer en un mouvement révolutionnaire antiféodal et antiabsolutiste ⁶.

⁶ Boris PORCHNEV, *Les soulèvements populaires en France de 1623 à 1648*, 325, 327. Même si on rejette la notion de classe telle que proposée par Porchnev, son étude demeure extrêmement significative.

A lire le chanoine Groulx, nous serions tenté d'amorcer une comparaison entre le mouvement bas-canadien et sa contrepartie française du XVII^e siècle. « Mouvement improvisé, dit-il, et presque spontané en ses sursauts violents; pour le reste, mouvement populaire, phénomène rural plutôt large et profond ⁷. » Il semble malheureusement que Groulx, parce qu'il a ajouté foi aux déclarations pourtant non exemptes de contradictions faites par Papineau à la suite de son échec, s'est mépris sur l'origine social du mouvement insurrectionnel. En niant toute préméditation de la part des élites révolutionnaires, Papineau libérait ces dernières et surtout lui-même de toute responsabilité et il incriminait le gouvernement contre lequel se serait manifestée la colère populaire. C'était peut-être de bonne guerre mais cela nous laisse fort sceptique. Comme le dit Wolfred Nelson à propos de certaines admissions de Papineau :

Il faut rencontrer les fourbes soit par leurs armes soit par l'adresse. La franchise est excellente avec les honnêtes gens et dans la vie privée; mais elle nous met trop à découvert dans la publique. Je suis fâché de l'admission et de M. Papineau et de McKenzie que nous étions décidés à nous révolter. C'est justifier nos adversaires et nous ôter tout droit de nous plaindre d'avoir été attaqués ⁸.

En réalité, tout comme le nationalisme dont ils sont issus, les soulèvements de 1837-38 sont nés parmi les élites et se sont ensuite propagés parmi la masse. Voilà une première variante au mécanisme esquissé par Porchnev.

Depuis 1830, l'idée de révolution s'était répandue parmi une fraction des militants patriotes. Certains chefs en parlaient comme d'une éventualité et d'autres croyaient la révolution inévitable. Il n'y a cependant pas d'effort systématique en vue de créer une organisation de type révolutionnaire. C'est à la suite des résolutions de Russell au printemps 1837, qui ravissaient aux Patriotes tout espoir de succès par des moyens pacifiques, que les dirigeants du parti se voient obligés de modifier leur stratégie et d'envisager une action révolutionnaire. Ce sont les dirigeants de la région montréalaise, dont le recrutement s'était opéré dans les milieux professionnels et marchands, qui assumèrent la réorientation du mouvement patriote. Même s'ils ont eu soin de détruire les documents compromettants — Papineau l'admet lui-même —, il est cependant pos-

⁷ L. GROULX, *Histoire du Canada français...*, III, 235.

⁸ Cité par F. OUELLET, dans *Papineau dans la révolution de 1837-38*, dans *C.H.A.R.*, 1958, p. 13. Ce texte analyse la conduite ambiguë du chef révolutionnaire.

sible par une multitude de témoignages concordants de connaître avec précision les lignes essentielles de la stratégie révolutionnaire. Ce plan comporte deux étapes : la première, celle de l'agitation soi-disant légale, veut surtout forcer le gouvernement à réviser ses positions; la seconde, advenant l'échec de la première, implique le déclenchement d'une révolution après la *prise des glaces*⁹. Il s'agissait d'un compromis entre les éléments modérés et extrémistes du parti, ceux-ci étant plutôt partisans d'une action immédiate. Au reste comment était-il possible d'effrayer le gouvernement sans préparer la population à une éventuelle insurrection ? Les chefs radicaux ne s'embarrassèrent jamais de cette distinction. Dès le printemps 1837, ils prêchaient ouvertement la révolte. En juin, Léon Charlebois, aubergiste à Montréal, déclare : « qu'il falloit aider le parti révolutionnaire qui existoit alors¹⁰ ... » A Chambly, les Pacaud, propriétaires de navires, racontent qu'ils « seroient contents que les patriotes puissent réussir dans leurs projets de se rendre indépendants du gouvernement britannique¹¹ ... » Papineau lui-même n'échappe pas à l'atmosphère révolutionnaire qui se répand rapidement. Sans sortir de ses ambiguïtés, il n'en tient pas moins dans plusieurs assemblées des propos séditieux. Ainsi, lorsqu'il crie aux paysans qu'une fois les prunes mûres, il faudra les cueillir, il emploie un langage fort clair à leurs yeux. Le 6 août à l'assemblée de Saint-Constant, Côme Cherrier et Toussaint Peltier, deux avocats montréalais appartenant au camp des révolutionnaires plus modérés, auraient fait des discours, affirment plusieurs témoins, qui « tendoient à exciter les habitans à la révolte si le gouvernement anglois ne leur accordoit pas ce qu'ils avoient demandé dans les quatre-vingts-douze résolutions¹² ... » Ces quelques témoignages parmi une masse d'autres

⁹ Cette expression revient constamment dans les documents où il est fait allusion aux projets des insurgés.

¹⁰ Déposition de A. Brisebois, Pointe-Claire. Le texte ajoute : « en fournissant et en contribuant avec d'autres de bonne volonté à fournir tout argent nécessaire pour acheter de la poudre, des balles, fusils et autres choses nécessaires pour mettre le dit parti rebelle en état au premier moment de sortir se combattre contre le gouvernement britannique. »

¹¹ Déposition de J. Trudel. Voir aussi celle de P. Martin et de N. Berthiaume. Le 18 juin 1837, A. Archambault, clerc notaire de Varennes, déclare « qu'il travailloit pour renverser le gouvernement de cette province pour l'établir en république et l'unir aux Etats-Unis ou pour en faire un gouvernement indépendant suivant qu'il sera jugé le plus avantageux et afin d'avoir un commerce libre avec les Etats-Unis et d'arrêter le commerce avec l'Angleterre ». Déposition de P. Nichols de Varennes.

¹² Déposition de H. Guérin de Laprairie. Vers la fin de l'été à Saint-Eustache, Saint-Benoit et Sainte-Scholastique, Chénier, Girouard et Scott parlent de s'armer et d'établir un gouvernement provisoire. Voir les dépositions de A. Denis et de E. Sabourin.

tendent à prouver que l'opposition « légale » était davantage un masque qu'un objectif pratique. Il s'agissait d'un écran derrière lequel il était possible d'organiser un soulèvement armé. Car il était illusoire de penser que le gouvernement céderait au chantage. Si la préméditation ne fait pas de doute, il n'en est pas ainsi de l'origine populaire du mouvement. Celui-ci a germé au sein de la haute direction du *parti patriote*.

L'organisation révolutionnaire, dont Montréal est le centre et le comité central et permanent le principal organisme, s'appuie non seulement sur les faubourgs mais surtout sur les campagnes. Les élites locales, celles qui avaient milité dans les rangs du *parti patriote*, constituent les cadres locaux du mouvement. Ce sont elles qui préparent les assemblées de comté où se produisent les « grands hommes de la ville », qui tiennent de petites assemblées de paroisses le dimanche après la messe et qui, en certains cas, organisent des souscriptions. Non seulement les assistances aux assemblées sont nombreuses mais, à certains endroits, se forment des bandes de paysans armés qui s'en prennent aux habitants d'origine britannique et aux *bureaucrates reconnus*¹³. La réponse de la masse rurale est immédiate, d'autant plus que l'insurrection était l'aboutissement de plus de trente années de conflits politiques. Pendant tout l'été 1837, la tension et l'agitation montent dans les paroisses rurales de la région montréalaise. En octobre, c'est au tour de Montréal à se voir doter d'une association révolutionnaire qui essaye de regrouper la masse. L'association des *Fils de la Liberté*, avec ses sections militaire et civile, la seconde servant d'écran à la première, tient des assemblées au cours desquelles certains chefs commentent des livres concernant les révolutions française et américaine. T. S. Brown aurait même déclaré qu'il était temps « de s'armer car ce pays avançait rapidement sur la voie de l'indépendance¹⁴ ». Les *Fils de la Liberté*, parfois au nombre de 1000, ne se gênent pas pour s'exercer militairement. Ils utilisent à cette fin une des propriétés de D.-B. Viger située dans un faubourg de Montréal. Cette poussée d'agitation qui est à la fois rurale et urbaine culmine au moment de l'assem-

¹³ Duncan McColl de Saint-Benoit raconte que, depuis le mois de juin 1837, les Canadiens français avaient cessé d'avoir des contacts avec les habitants d'origine anglaise. Lui et ses frères, dont l'un était forgeron et l'autre marchand, avaient perdu toute clientèle. Après le 3 juillet, les patriotes avaient même décidé de chasser les Britanniques de la paroisse. De tels exemples sont très nombreux.

¹⁴ Déposition de Weidenbacker. Le premier novembre 1837, R. Bélair de Montréal aurait assisté à une assemblée : « that the principal object of such meeting [...] was to attack and destroy the city of Montreal ». Déposition de A. Leggo.

blée des Six Comtés tenue à Saint-Charles. Cette vaste manifestation marque réellement un tournant. Ainsi que le disent Nelson et Côté l'heure des discours est terminée. Papineau qui, plus tard prétendra « n'être venu à cette assemblée qu'en passant ¹⁵ », arrive à Saint-Charles escorté d'une quinzaine d'hommes armés.

A l'assemblée de Saint-Charles, les chefs patriotes dépassent la simple violence verbale. Ils émettent une déclaration des droits de l'homme, qui reproduit la déclaration américaine de 1776, et ils décident de déposer tous les officiers de milice, les juges de paix et les commissaires des petites causes nommés par le gouvernement. Tous ces fonctionnaires, déclarent-ils, doivent être remplacés par des hommes élus par le peuple. Cette mesure de nature révolutionnaire, appuyée ouvertement par Papineau, signifiait la déchéance de tous les adversaires du mouvement. Les patriotes s'assuraient le contrôle des milices et de l'organisation judiciaire. C'est aussi à cette occasion que les plans en vue d'une rébellion ouverte furent à nouveau précisés par les leaders. L'échéance en fut fixée au début de décembre. Le D' Kimbert, un des chefs, dira le lendemain de l'assemblée :

Du moment que la rivière sera prise, nous irons avec 40 ou 50,000 hommes armés prendre Montréal, tous les habitans sont bien armés et bien fournis de munitions et bien déterminés et après Montréal nous prendrons Québec. J'ai été à St-Charles et jamais dans aucun pays on n'a vu une pareille assemblée déterminée à se débarrasser du gouvernement anglais ¹⁶.

Même si Kimbert était encore éméché au moment où il faisait cette confidence, son témoignage n'en contenait pas moins un fonds de vérité. Une lettre de Papineau à Mackenzie en février 1838 le confirme :

Si la navigation avait été fermée comme d'habitude vers le 20 novembre, si l'élection des magistrats avait été faite sans violence et seulement en décembre comme on l'avait recommandé, alors les communications auraient été bloquées entre la rive nord et la rive sud du Saint-Laurent, les chances de réussir auraient été meilleures ¹⁷.

Le 23 octobre 1837, le jour de l'assemblée de Saint-Charles, un cultivateur de Pointe-Claire raconte « que les sacrés chouaguins alloient se faire fouailler à présent que le monde dans le sud et dans le nord étoit armé, qu'il n'y avoit plus de loi [...] et qu'on pouvoit faire ce que l'on voudroit [...]. Monsieur Papineau savoit ce qu'il faisoit de commencer

¹⁵ F. OUELLET, *Papineau dans la Révolution de 1837-38*, C.H.A.R., 1958, p. 20.

¹⁶ F. OUELLET, *ibid.*, 20.

¹⁷ F. OUELLET, *ibid.*, 15.

la Révolution dans ce tems-ci, où on ne pourroit avoir de secours d'Angleterre¹⁸. » Il n'est pas étonnant qu'après l'assemblée de Saint-Charles, les actes de violence se soient multipliés. Les patriotes dans la plupart des paroisses font des *charivaris* pour obtenir la démission des officiers de milices et des autres employés du gouvernement. La violence verbale atteint une sorte de sommet. Joseph Gariépy, marchand à Henryville, affirme qu'il « n'auroit pas de répit avant que la tête de tous les bureaucrates ne soit coupée¹⁹ ». Le 4 novembre 1837, Jacques Surprenant, aubergiste à Blairfindie, lance à un opposant qu'il « avoit une grande envie de lui briser la cervelle avec une caraffe parce que lui le déposant étoit un bureaucrate et que tous les bureaucrates feroient mieux de laisser le pays ou que leur cervelle seroit jeté au vent et le dit Surprenant a dit qu'il assisteroit autant comme il seroit en son pouvoir pour les hacher par morceaux²⁰ ».

Au début de novembre 1837, le gouvernement, pas plus que le clergé qui a senti la nécessité d'une vigoureuse intervention, ne peut demeurer passif. Des mandats d'arrestations sont préparés contre les principaux chefs patriotes. Informé par D.-B. Viger de l'imminence de son incarcération, Papineau vit des heures inquiètes et agitées avant de se décider finalement à fuir Montréal. Un témoin de l'entrevue, Angélique Labadie qui se trouvait dans la pièce voisine, dira plus tard :

J'ai de plus entendu M^r Papineau dire qu'il ne seroit jamais satisfait qu'il ne fut président dans ce pays et qu'il le seroit bientôt, de plus que si le gouvernement lui ravissoit ce pays il lui voleroit. M^r Viger auroit alors dit à M^r Papineau qu'il falloit aller plus tranquillement et attendre la prise des glaces qu'alors d'un coup de sifflet les habitans en masse et des milliers d'Américains épouseroient leur cause et qu'ils seroient bientôt maîtres de ce pays²¹.

Ce premier geste gouvernemental eut un effet magique. Il provoque le départ précipité des principaux dirigeants montréalais qui se réfugient dans les campagnes où ils se préparent à toute éventualité. Décapitée de ses chefs, la masse urbaine ne bougera pas. A Vaudreuil, la situation frise la comédie. Les chefs locaux craignant d'être emprisonnés supplient le peuple de les protéger sous prétexte qu'ils avaient obéi à des fins

¹⁸ Déposition de H. Macdonald.

¹⁹ Déposition de L. Holmes. En 1838, ce genre de déclaration continue à proliférer. H. Lefebvre dit son intention de : « murder all Bureaucrats as they called the English population and destroy their properties. » Déposition de T. Legrand dit Dufresne.

²⁰ Ev. 1837-38, 513.

²¹ Déposition de A. Labadie.

altruistes en l'incitant à la révolte²². Des camps se forment à Saint-Denis, Saint-Charles, Saint-Mathias, Saint-Eustache et Saint-Benoit. L'intervention des troupes gouvernementales devient alors nécessaire et c'est du 17 novembre au 15 décembre 1837 que se déroulent les événements militaires. En somme le gouvernement, sentant que les événements se précipitent, devance les patriotes. La seconde insurrection qui aura lieu pendant les deux premières semaines de novembre 1838, hors cette intervention anticipée des forces gouvernementales, est une réplique exacte de la précédente. Elle sera conçue parmi les élites, particulièrement les réfugiés aux États-Unis, et se propagera parmi la masse par l'entremise de la *Société des Frères Chasseurs* qui groupe, dira-t-on, 10,000 membres. Encore une fois, l'absence de leadership sur place empêche les 1,400 chasseurs de la ville de Montréal de se mouvoir. Dans la ville de Québec où l'association aurait eu 2,000 adhérents, « they are more cautious than in Montreal²³ », raconte un témoin informé. Au total, les deux insurrections laissent une impression identique : anarchie, manque d'organisation, faiblesse du leadership et paralysie. Ces caractéristiques ne sont-elles pas celles des soulèvements purement paysans, du moins tel que les entend Porchnev ? A cet égard, ce dernier écrit :

Ces éléments étrangers aux masses populaires ont certainement marqué de leur empreinte le mouvement des Nu-Pieds [...] ces éléments ont sans nul doute aidé les insurgés à s'organiser, à suivre une politique plus ou moins systématique, à devenir une grande force armée, en un mot, à surmonter le caractère purement impulsif et spontané du mouvement²⁴.

Ce schéma est intéressant mais dans quelle mesure s'applique-t-il aux mouvements bas-canadiens ? Plusieurs hypothèses sont possibles : superficialité de l'appui populaire, persistance trop prononcée de la mentalité paysanne parmi les élites ou, ce qui est plus simple, trahison des élites.

Bien que fomentés par les élites, ces soulèvements n'en avaient pas moins un caractère largement populaire. Car la masse rurale et urbaine qui forme 95% des effectifs révolutionnaires, constitue la force de frappe du mouvement. Il faut rejeter en grande partie l'argument si souvent invoqué par les ruraux et bien d'autres selon lequel ils auraient cédé aux menaces des chefs. Selon nous, la peur est un phénomène plus vaste et plus subtil, mais elle explique mal à elle seule la participation des

²² Déposition de W. Kell.

²³ Déposition de Fratelin.

²⁴ B. PORCHNEV, *op. cit.*, 327.

classes populaires aux événements révolutionnaires. Parce que sa portée est plus générale et plus nuancée, le phénomène de la peur est aussi plus complexe dans ses ramifications. Par contre d'autres justifications données par les éléments populaires n'exigent pas la même attention. Ainsi, lorsqu'un habitant arrêté sur la route au petit matin raconte qu'il allait se faire tricoter une tuque par sa mère qui résidait chez un éminent chef rebelle; qu'un autre fermier, arrêté après la bataille de Saint-Eustache, déclare qu'il allait conduire sa femme à confesse, la critique des sources est aisée. Il est trop souvent question de « serments de bouche et non de cœur » à propos des serments politiques pour qu'on puisse s'illusionner.

Après avoir analysé les dossiers des insurgés de 1837-38, il nous a semblé impossible de ne pas voir la réalité d'un phénomène populaire vaste et profond, obéissant à des motivations propres et différentes dans une large mesure de celles des élites qui dominant le mouvement. Nous estimons, sans tenir compte des éléments populaires de Montréal, qu'au moins 5,000 personnes furent directement impliquées dans la première aventure. L'année suivante, les effectifs dépassent les 5,000 hommes mais les événements se déroulent sur un territoire beaucoup plus restreint. En 1838, les paroisses populeuses situées au nord de Montréal ne bougent pas. En jetant un coup d'œil sur les autres régions de la province, on constate à Nicolet, dans la Beauce, à Kamouraska et dans Charlevoix l'existence d'une attente parmi la masse. Un sondage fait au printemps 1838, soit après l'échec de la première rébellion, à Saint-Joseph de la Beauce indique que 260 habitants étaient favorables aux patriotes. Même si on tient compte des variantes régionales qui affectent dans un sens négatif les dispositions des milieux populaires, on découvre néanmoins une disponibilité psychologique à l'échelle du Bas-Canada seigneurial. En somme les motifs qui stimulent les fermiers, les artisans et les journaliers de la région de Montréal à l'action révolutionnaire jouent ailleurs à des degrés divers. Le mythe du sauveur est trop répandu pour que le sentiment populaire n'ait pas eu de racines solides dans le présent et dans le passé.

Ce mouvement populaire est au reste presque entièrement canadien-français. Il rallie une petite minorité d'Irlandais dont les motivations sont aisément décelables. J. Coward, marchand de Montréal, déclare :

« I am a rebel and I would be one as long as there would be a Scotch rascal in this town²⁵ ». Le mouvement fait aussi des adhésions parmi les habitants d'origine américaine établis dans les cantons de l'est. Il s'agit d'une petite minorité déjà sensibilisée aux idées démocratiques. Dans l'ensemble, le phénomène révolutionnaire a surtout ses appuis dans la société canadienne-française. Il serait cependant faux, au nom d'une conception rigide du caractère ethnique ou au nom du concept de la *classe ethnique*, d'y voir une révolte de toute la société canadienne-française. Au niveau populaire, la richesse qui n'est pas l'apanage du grand nombre, constitue un clivage très important. Il semble que les « bureaucrates » se recrutent surtout parmi les cultivateurs aisés ou opulents, parmi les « gras » comme disent les patriotes, tandis que ceux-ci sont sécrétés par les couches sociales les plus défavorisées. Autre observation significative de l'ampleur du mouvement : la distinction entre cultivateur, artisan et journalier n'est pas tellement utile lorsqu'il s'agit de mesurer l'ardeur révolutionnaire. Les uns et les autres sont également attirés par le mouvement. Ce dernier possède d'ailleurs une force d'attraction pour les jeunes comme pour les plus vieux. Ce qui veut dire que les motivations d'ordre économique étaient dans les milieux ruraux les plus décisives. Des problèmes comme la crise agricole et la rareté des terres dans les seigneuries touchaient également tous les groupes mais davantage les éléments les plus âgés et ceux qui avaient des familles nombreuses. L'établissement des enfants sur des terres constituait la préoccupation centrale des pères de famille, qu'ils soient cultivateurs, artisans ou journaliers. Les soulèvements de 1837-38 seraient donc liés à la misère et à l'insécurité des milieux populaires ruraux et urbains. Dans la ville de Montréal, la fluctuation des emplois est sans doute un facteur mais notons que le parti patriote rejoint surtout les éléments qui sont les plus tributaires des campagnes.

Autre indice d'un mouvement qui possède de fortes assises populaires : c'est la capacité des milieux populaires d'engendrer leur propre leadership. Celui-ci est d'ailleurs innombrable, peut-être trop nombreux et instable pour la santé du phénomène révolutionnaire. Nous avons relevé les noms de 721 ruraux qui à des titres divers ont joué le rôle de chefs en 1837-38. Il est à observer que les cultivateurs et les artisans accèdent plus facile-

²⁵ Déposition de J. Fisher.

ment à la direction que les journaliers. Ceux-ci qui constituent au moins 30% de la population rurale, ne suscitent que 4% des chefs. Autre fait capital à noter : le leadership populaire ne se recrute pas parmi les jeunes mais parmi les éléments les plus âgés. Soixante-seize pour cent des 215 leaders dont nous avons relevé les âges ont plus de 30 ans et 55% ont entre 30 et 50 ans. Entre 40 et 60 ans, la proportion est de 46%. Seuls les aubergistes qui souvent viennent des milieux agricoles, ont une physionomie plus âgée. Parmi eux, 50% ont entre 40 et 60 ans. Enfin 51% des chefs populaires ont plus de cinq enfants.

Ces chefs issus des milieux populaires ne sont d'ailleurs pas des nullités dans le mouvement. Bon nombre d'entre eux avaient déjà détenu des postes dans les milices et certains d'entre eux avaient même été députés. A propos de Louis Dérigé dit Laplante, cultivateur de Saint-Constant, il est dit : « dangereux au gouvernement britannique, vu que dans son autorité de marguillier en charge et autrement par son influence il exerce une autorité presque absolue sur les habitants de l'endroit ²⁶ ». Un autre groupe au moins aussi nombreux trouve une occasion rêvée d'accéder au rang de « grand homme ». Certains aspiraient certainement au généralat, tant la situation se prêtait bien aux fulgurantes élévations. Dans l'ensemble cependant, leur promotion s'arrête au grade de capitaine, niveau où ils foisonnent et parodent sabre au flanc. Des exceptions pourtant : quelques-uns sont nommés ou se nomment major ou colonel, tel Joson Dumouchelle de Beauharnois. Le plus célèbre et le moins authentique est sans doute Amury Girod, cultivateur de Varennes et originaire de Suisse; il se mérite sans peine à Saint-Eustache le titre envié de général. Par leur nombre et par le bruit qu'ils font, ces chefs populaires, en l'absence d'un vigoureux leadership venant des élites, ont fortement imprégné le mouvement de leur présence. Fait tout aussi capital, c'est parmi eux, parce qu'ils étaient plus bavards que les autres ruraux et probablement plus conscients, qu'il faut s'attendre à voir exprimer les motivations de la masse et peut-être ses tendances idéologiques. Car on ne peut accepter le postulat selon lequel la masse secrète tout naturellement une conscience de classe et sa propre idéologie. Cela aussi exige d'être exploré.

²⁶ Déposition de M. Bruneau.

Les sources du mécontentement rural étaient variées et anciennes. Depuis le début du XIX^e siècle, la rancœur paysanne n'avait cessé de s'accumuler. Les difficultés économiques, plus particulièrement la crise chronique de l'agriculture, le surpeuplement toujours plus accentué du territoire seigneurial et l'accroissement de la fiscalité par les seigneurs sont les principales causes du malaise²⁷. La rareté des terres tout comme l'endettement des ruraux créent une profonde insécurité et suscitent une réaction contre toute forme de fiscalité même minime, que ce soient les dîmes, les droits seigneuriaux ou celle de l'État. En 1837, la situation est aggravée par une crise économique généralisée. Dans la société, les conflits entre les élites avaient contribué à discréditer les puissances établies, davantage les anciennes familles seigneuriales et même le clergé. Les dissensions qui existaient entre les clercs eux-mêmes, notamment la querelle presque publique autour de la création de l'évêché de Montréal, avaient eu leur effet sur la population. Enfin le clergé, en raison de son idéologie et de ses attitudes face à la revendication sociale et politique, est mal accordé aux aspirations et à certains problèmes des classes populaires. A certains égards, ce clergé est loin du peuple.

Dans les circonstances, il aurait été possible de voir se développer un mouvement populaire dirigé contre l'Ancien Régime social et économique : contre le régime seigneurial et les privilèges de l'Église. Car il existait au sein de l'élite patriote un groupe intéressé à orienter le choc dans cette direction. Le docteur Côté, un des chefs les plus actifs à Napierville, ne se gênait pas pour dire aux cultivateurs : « qu'ils seroient indépendants et libres et ne payeroient point de rentes aux seigneurs ni de dîmes aux curés²⁸ ». Les frères Nelson, Girod et probablement Chénier appartenaient à ce groupe des radicaux ou plutôt des vrais libéraux. Fait important à noter : partout où ce message fut prêché, il trouva un écho dans une fraction de la masse. Joseph Dumouchelle, cultivateur de Sainte-Martine de Beauharnois, qui s'était arrogé le titre de colonel, combat pour « abolir les dîmes, les lods et ventes²⁹... » Non seulement les habitants avaient surmonté, non sans culpabilité, les interdits cléricaux et accepté l'interprétation selon laquelle le clergé était lié au pouvoir

²⁷ Sur ces antécédents économiques et sociaux, voir notre *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850*.

²⁸ Déposition de J. Lécuyer.

²⁹ Déposition de _____

par ses intérêts; mais bon nombre d'entre eux semblaient disposés à s'en prendre aux ecclésiastiques qu'ils qualifiaient parfois de « cochons noirs³⁰ ». Jérôme Lompré, cultivateur, 44 ans, 9 enfants, qui recrute pour le camp de Saint-Eustache, déclare à un autre cultivateur : « Viens avec nous autres; tu est bien armé, on a du plaisir; on est comme aux noces; on boit; on mange; on joue du violon; on danse; on est libre, on fait ce que l'on veut. Ceux qui ont besoin de cuir en ont et se font des souliers... C'est notre droit, on se moque du Roi, de la Reine et du Clergé³¹. » Ce texte lève le voile sur certaines aspirations libérées par la misère et par l'influence de l'idéologie libérale. Il ne faudrait cependant pas se hâter de généraliser. Il est vrai que le mouvement de 1837-38 aurait pu prendre l'aspect d'une lutte *antiféodale* et, peut-être, démocratique. En somme les milieux ruraux devenus conscients comme classe grâce aux prédications d'une petite élite bourgeoise, se seraient dressés contre leurs ennemis de toujours : l'État monarchique, la classe seigneuriale et le clergé. En somme 1837-38 aurait été un effort avorté pour réaliser la révolution démocratique et bourgeoise si chère à certains historiens marxistes. En fait ces tendances antiféodales et anticléricales qui existent alors ne sont le fait que de minorités paysannes ou bourgeoises.

En 1837, il était trop tard pour canaliser efficacement l'agressivité populaire en fonction d'une idéologie de type vraiment libéral et démocratique. Depuis longtemps, les influences dominantes parmi les patriotes avaient avec succès trouvé d'autres issues au mécontentement populaire. Ne serions-nous pas en présence d'un cas de spoliation idéologique par des élites intéressées à utiliser les forces populaires à leur profit ? Plus exactement il faudrait parler de manipulation de la masse par certaines élites. Selon nous il n'y a pas entre 1802 et 1838 un long processus qui s'appellerait : l'affirmation d'une conscience de classe dans les milieux populaires canadiens-français. Il y a cependant l'apparition et l'aggravation d'une série de problèmes vitaux auxquels sont confrontés les

³⁰ Félix Lussier, cultivateur de Varennes et fils du seigneur, dit aux habitants : « Si vous prenez conseil des curés, bien certainement qu'ils vous diront que nos demandes de renverser le gouvernement sont contre les principes de la religion. » L. Dumouchelle de Saint-Jérôme raconte que « l'Evêque de Montréal recevoit du gouvernement une paye de mille louis par année, que pour cette raison l'évêque étoit du côté du gouvernement; qu'auparavant il étoit Patriote [...] il demanda aux habitans s'ils vouloient décroter les souliers des Anglais : que sinon il falloit se défendre. » Déposition de C. T. de Montigny.

³¹ Dépositions de J. Léveillé et d'Eustache Cheval.

milieux populaires. En l'absence d'une conscience de classe et d'une maturité politique suffisante, ceux-ci sont tributaires des élites, que ce soient les anciennes ou les nouvelles, pour leur orientation idéologique et leurs choix politiques. C'est en ce sens et en tenant compte de certaines de ses réactions psychologiques que la manipulation de la masse par les élites était possible.

En fait la masse rurale absorbe alors une idéologie, le nationalisme, qui lui avait été proposé par les éléments les plus influents du parti patriote, par ceux qui, bien que se prétendant démocrates, considéraient le régime seigneurial et l'Église comme des institutions nationales. Papineau, qui rompra avec les radicaux sur ces questions, était leur vrai chef. Ce sont eux qui cherchaient à maintenir contre les milieux capitalistes les rapports économiques traditionnels. Ces élites avaient appris aux classes populaires à reconnaître leurs ennemis : le gouvernement colonial et celui de la métropole, le capitaliste, l'émigré et, en un mot, l'Anglais. Ces derniers, aux dires de ces dirigeants, étaient responsables de tous les maux dont souffraient les « pauvres Canadiens ». Il fallait donc renverser l'un et chasser ou tuer les autres. « Depuis longtemps, déclare Marcel Séné, cultivateur de Saint-Césaire, nous avons été excités à nous défier du gouvernement et à le mépriser par les gazettes qui circuloient dans nos campagnes. Les gens notables de la paroisse en faisoient autant de sorte que nous y ajoutions foi³². » A ces paysans endettés, en quête de terres pour établir leurs fils, J.-F. Têtu, notaire à Saint-Hyacinthe, déclare « qu'avant longtemps ils vont être chassés de sur leurs biens par des émigrés [immigrés] qui les traiteront en esclaves et les chasseront dans des pays non habités et que la misère les poursuivra jusqu'au tombeau sans pouvoir espérer de protection de ce gouvernement qui ne veut que la ruine de ses habitants³³ ». Il semble que les ruraux aient surtout été sensibles à cette question des terres qui serait résolue, clament les chefs, par une extension du système seigneurial à toute la province et par la confiscation des biens des Anglais et des traîtres canadiens-français, ceux

³² A noter que Marcel Séné ne sait ni lire ni écrire. La propagande se faisait dans les assemblées publiques au grand air ou dans la salle paroissiale : « où l'on nous lisoit la Minerve, le Vindicator et le Populaire. Le D^r Bouthillier, le curé de la paroisse M^r Crevier nous lisoient ces journaux. M^r le Curé Crevier nous disoit qu'il falloit être patriotes mais modérés, qu'il falloit aimer ses droits mais aussi aimer son pays. Il différoit souvent d'opinion avec le D^r Bouthillier. » Déposition de J. Normandin. Il s'agit ici d'une situation type.

³³ Déposition de Frs Robichaud.

qui comme on dit si bien avaient « trahi le sang spirituel ³⁴ ». Le notaire Meunier de Saint-Damas promet de son côté que « ceux qui aideroient les amis du pays seroient récompensés par les biens des bureaucrates et les terres des townships dont toutes les maisons devoient être rasées ou brûlées ³⁵ ». C'est par le joint de ce problème central qu'on saisit mieux l'infiltration du nationalisme dans les milieux ruraux. Ce phénomène n'était d'ailleurs pas récent. Il datait de la première décennie du siècle. William Brewster raconte à cet égard une conversation avec Christophe Laplanche, cultivateur de Lacolle : « il me répondit que les Anglois n'avoient aucun droit ici et que le pays appartenoit aux Canadiens français et qu'ils étoient assez nombreux pour l'occuper [...] que le pays étoit à eux et qu'ils vouloient toute la terre pour eux-mêmes ³⁶ ... » C'est dans cette perspective aussi qu'il faut replacer les attaques et les pillages pratiqués contre les marchands anglais, qui parfois étaient seigneurs, et contre les *chouaguens*. Les paysans en profitent pour détruire les livres de compte de ces hommes qui sont leurs principaux créanciers. Car les ruraux craignent que les marchands ne s'emparent de leurs terres. En novembre 1836, L. Lavoie, cultivateur de Saint-Philippe, semble avoir assez bien traduit les intentions de beaucoup de ruraux canadiens-français : « s'ils avoient réussi à s'emparer de Laprairie, ils n'auroient pas laissé vivants, sans distinction de sexe ni d'âge, un seule habitant anglois, irlandois et écossais ³⁷ ». Cette violence verbale qu'accuse un grand nombre de témoignages, n'est certes pas sans signification. Il en est de même de certaines attaques perpétrés contre les protestants à qui on demande de se convertir ou de quitter le pays : « nous ne voulons qu'une seule religion ici ³⁸ ». La majorité des ruraux n'était pas motivée par le désir de voir s'implanter une société pluraliste fondé sur la tolérance religieuse elle obéissait à des réflexes plus défensifs, notamment à l'idée que le gouvernement « vouloit non seulement changer leurs mœurs mais aussi leur Religion ³⁹ ». Il serait faux de croire à l'existence d'un mouve-

³⁴ Voir les documents sur le meurtre de Chartrand. Déposition de G. Pinsonnault.

³⁵ Déposition de T. Gagnon. G. Lescardeau, cultivateur de la Présentation, fut commandé d'aller « détruire tous les bureaucrates et partager ce qu'ils avoient de biens et pas moins de 500 arpents de terre à chaque qui leur aideroit à faire la capture » de Sorel.

³⁶ Déposition de W. Brewster de Lacolle.

³⁷ Ev. 1837-38, 1834.

³⁸ Déposition de M. Marchesseault.

³⁹ Déposition de J. Robillard.

ment de désaffection religieuse parmi la masse. Même si l'habitant s'interroge sur la conduite des clercs, les accepte mal comme leaders politiques, il demeure profondément attaché à la religion. En cette période d'anarchie, de sollicitations diverses, ses sentiments sont difficiles à mesurer. Mais rien n'autorise à considérer cette confusion comme le signe d'une rupture.

Il ne semble pas non plus que les ruraux aient été touchés par l'idéologie démocratique. Une fois l'indépendance acquise, ils auraient sans doute favorisé une république de type autoritaire. Plusieurs témoignages indiquent cependant que le concept d'une *monarchie nationale* ayant Papineau sur le trône était plus près de leur mentalité. A cet égard, J. Parmentier, cordonnier de Nicolet, déclare : « Qu'il seroit content de voir la couronne sur la tête de M^r. Papineau et que s'il ne se comportoit pas bien comme Roi, les Patriotes en nommeroient un autre. Qu'il falloit se rendre indépendans comme le Gouvernement américain ⁴⁰ ». D'ailleurs cette attitude qui indique une évolution du sentiment monarchique (de la monarchie de droit divin à la monarchie nationale), ne se confine pas aux paysans. Louis Charette, aubergiste de Sainte-Scholastique, exprime assez bien la nature de l'attente qui existe dans le peuple après l'échec du premier soulèvement : « que Papineau n'étoit plus Papineau mais qu'il se nommoit Roi et que la querelle alloit être entre deux Rois, qu'il venoit avec l'Amérique et l'Allemagne pour combattre les Anglois [...] que Papineau venoit avec 50,000 hommes et 50 pièces de canons dont plusieurs portoient un boulet à sept lieues ⁴¹. » J. Aubin de Sainte-Thérèse traduit dans les mêmes termes les espérances populaires : « qu'on seroit beaucoup mieux sous le gouvernement de M^r Papineau, qu'on l'attendoit de soir en soir à Montréal avec cinquante mille hommes, vingt pièces de canons de cuivre et quantité d'autres, qu'il marchoit à la tête de son armée ⁴² ».

⁴⁰ Déposition de J. Parmentier en novembre 1837.

⁴¹ Dépositions de J. Martin et de L. Piché.

⁴² Déposition de A. Sanche. Gélineau, Bertrand et Beaudin de Sainte-Martine auraient dit : « Monsr. Papineau étoit un gran homme, un homme inspiré de Dieu et que les troubles alloient recommencer plus vite qu'on s'attendoit et que Monsr. Papineau venoit avec une armée. » Déposition de J.-B. Bourgogne. A Saint-Eustache, François Nadon dit au même moment : « Ce n'est pas fini, Papineau va venir revenger toutes ces choses là; il y a trop longtemps que les Canadiens sont esclaves. Sacré bande d'Anglois, de voleurs qui ont toute la loi en main, qui tuent les Canadiens, on ne peut pas leur rien faire. » Déposition d'Elmire Richard.

Ces soulèvements avaient donc des racines assez solides dans la masse. Ils n'ont pas échoué faute de motivations suffisantes dans les milieux populaires ou par pénurie de fusils⁴³. Bien qu'importante, l'attitude du clergé n'est pas un aspect essentiel de ces échecs successifs. Le problème se situe d'abord au niveau de la qualité du leadership fourni par les élites qui encadraient le mouvement insurrectionnel.

II. — LES ÉLITES ET LES INSURRECTIONS.

Ces révolutionnaires issus des élites, qui sont-ils ? Depuis le début du XIX^e siècle, le Bas-Canada avait connu la transformation économique et sociale. La montée des classes moyennes avait remis en question le statut dominant des vieilles familles seigneuriales et du clergé. Cette situation avait entraîné des tensions qui se traduisirent par un conflit pour le leadership social. Parce qu'elles ne représentent plus un élément important dans l'équilibre des forces, les vieilles familles furent vite écartées de la contestation sociale. Elles ne peuvent que servir d'appui aux groupes plus vigoureux. A l'occasion, elles oscillent entre les groupes dominants. Au moment de l'insurrection, le comportement de ce groupe se rapproche sensiblement de celui du clergé. La « noblesse » craint l'abolition du régime seigneurial et ne voit dans le mouvement patriote que le danger libéral et démocratique. Pierre de Boucherville a très bien exprimé les réactions de ce milieu décadent face au péril révolutionnaire :

La famille de Boucherville écrit-il avec hauteur, n'a jamais manqué à l'honneur. Seigneur de Boucherville et de Verchères en se joignant à une insurrection, il se seroit exposé à perdre l'héritage qui lui vient de ses pères... le succès couronnant l'insurrection, il eut perdu un revenu de quatre à cinq cens louis par an⁴⁴...

L'orgueil aristocratique était toujours là mais la dignité n'y était plus.

Par contre le clergé demeure un groupe de premier plan. Ayant de fortes assises économiques, s'appuyant sur un puissant réseau institutionnel et détenant malgré tout un prestige moral considérable, il peut aussi compter, en raison des liens qui l'unissent à l'État, sur le pouvoir politique. Il n'en reste pas moins que les évolutions qui se dessinent dans la société mettent en relief l'archaïsme de sa pensée et de ses attitudes sociales, et

⁴³ Selon notre évaluation, les patriotes disposaient en 1837 d'un minimum de 1600 fusils; en 1838, de plus de 1800.

⁴⁴ Déposition de P. de Boucherville. Certains seigneurs comme certains curés paraissent avoir été ambivalents. Il ne faut pas oublier qu'ils craignaient les patriotes et que l'opportunisme avait parfois ses droits.

impliquent une refonte de son idéologie. Le statut et le pouvoir du clergé sont maintenant ouverts à la contestation. Malgré les efforts de M^{re} Lartigue pour rénover l'idéologie et la stratégie cléricales, en s'inspirant de l'ultramontanisme et jusqu'à un certain point du catholicisme social, le sort du clergé comme groupe dominant demeure en suspens pendant toute la période pré-insurrectionnelle. Nous voulons dire par là que le processus de cléricalisation de la société amorcé par Lartigue aurait pu échouer. L'attitude du clergé en 1837-38 trouve son explication non seulement dans un réseau de croyances et de comportements qu'on peut qualifier de traditionnels parmi les clercs, mais aussi dans le fait que les clercs se sentent menacés par la montée des classes moyennes et leurs tendances idéologiques. En ce sens, le clergé défend un ordre social spécifique qui est parfaitement exprimé dans les mandements de Lartigue et dans la Défense de son mandement, document anonyme qui est de sa plume. Bien sûr, il y eut des exceptions : quelques curés sympathisèrent plus ou moins ouvertement avec les patriotes. Ainsi le curé Mercure se rallie aux patriotes pour des raisons morales qui n'avaient rien à voir directement avec le mouvement. Le 21 novembre 1837, il dit en chaire : « mes enfans, à présent je suis patriote comme vous autres, hier ou avant hier je me suis rendu et j'ai signé; cet aveu eut l'effet sur l'assemblée de les convaincre de la nécessité de résister aux autorités constituées ⁴⁵ . . . » Mais seul l'abbé Chartier s'engagea à fond dans le mouvement, ce qui ne l'empêcha pas de s'enfuir au moment critique. Dans l'ensemble, faut-il dire, les foudres religieuses jouèrent contre les patriotes. Les sermons des curés suscitèrent de violentes réactions verbales chez les militants les plus convaincus. F.-X. Renaud raconte que Édouard Moreau, cultivateur de Saint-Jérôme, lui aurait dit au début de novembre 1837 : « qu'il étoit du Conseil des rebelles, qu'il auroit chanté une chanson révolutionnaire et auroit crié hurra pour pépère [...] et qu'il auroit proféré les paroles les plus grossières contre Notre Souveraine la Reine... que s'il avoit trouvé quatre hommes comme lui qu'il auroit descendu Messire Poirier,

⁴⁵ Déposition de A. Michon. Nous aurions tort d'exagérer l'effet d'une telle prise de position. J. Beaugard raconte être allé se confesser à Mercure : « tu n'est pas encore à Saint-Charles. Tu dois aller à Saint-Charles, tous les gens y sont et tu dois y aller aussi. Ne voyant rien qui put l'engager à se conformer à un pareil avis, il prit le parti de s'enfuir à Granby... » Ce texte comme bien d'autres indique que la manipulation des paysans par les curés ou par les professionnels n'était possible que lorsque les élites tenaient compte des dispositions et des intérêts des milieux populaires. La pure manipulation était difficile.

curé de Sainte-Anne, de la chaire de vérité lorsqu'il a fait un sermon au peuple durant la messe prêchant pour empêcher la révolution et qu'il le considérait comme un chien ⁴⁶... » Le cas le plus curieux est celui du curé Ricard, un loyaliste, qui déclare en chaire : « que nous avions une prédiction qui disait qu'en mil huit cent quarante ⁴⁷ » les Canadiens marcheraient jusqu'à la cheville dans le sang de leurs ennemis.

Quant à la bourgeoisie d'affaires, qui est en majorité anglo-saxonne, elle fait dériver son prestige social de sa force économique. Principal agent de la transformation économique et sociale, de la réforme institutionnelle, la bourgeoisie prétend aussi exercer un certain contrôle sur les structures politiques. Au niveau politique, ses tendances sont conservatrices; car son avenir économique dépend de la survie de certains rapports entre la mère-patrie et les colonies. Tout comme les fonctionnaires, cette bourgeoisie se sent menacée par l'affirmation des classes professionnelles canadiennes-françaises. Elle était convaincue que la ruine l'attendait dans un Bas-Canada indépendant plus profondément lié qu'autrefois à une agriculture de subsistance, sans contacts commerciaux et davantage attaché à la seigneurie et à la *Coutume de Paris*. Les milieux d'affaires importants étaient violemment opposés aux Patriotes. Ils préféraient, disaient-ils, la reine Victoria à Louis-Joseph 1^{er}.

En réalité, le phénomène révolutionnaire était d'abord l'expression de la montée et du besoin d'affirmation des classes moyennes canadiennes-françaises. Cette croissance des effectifs des professions libérales et du petit commerce canadien-français s'était opéré depuis la fin du XVIII^e siècle selon un rythme extrêmement rapide dans un contexte économique toujours plus difficile. Au sein de ces groupes, l'encombrement était assez tôt devenu la règle. Même si bon nombre de professionnels ou de petits marchands venait des vieilles familles déchues ou de pères eux-mêmes professionnels, la majorité d'entre eux sortait des couches populaires.

Somme toute cette montée des classes moyennes s'était faite dans un contexte marqué le plus souvent par la pauvreté, l'insécurité et la nécessité d'une adaptation réelle aux tâches nouvelles. Ces incertitudes se reflètent dans les contradictions multiples qui informent les aspirations de ce groupe. Très probablement ce dernier voulait succéder aux

⁴⁶ Déposition de F.-X. Renaud, cultivateur de Saint-Jérôme.

⁴⁷ Dépositions de E. Jones et du curé Ricard.

anciennes familles seigneuriales. Dans ce cas, le manoir de Montebello symboliserait assez bien ces vaines tentatives. Pourtant les ambitions de ces nouveaux groupes sociaux n'étaient pas à la mesure de leur statut économique et de l'opinion que la société se faisait de leur utilité professionnelle. Possédant eux-mêmes une très haute idée de leur importance, ces nouveaux venus aspirèrent très vite au leadership de la société. Une conscience de classe émergea qui se double presque spontanément d'une conscience nationale. Les professionnels en particulier s'identifièrent étroitement avec ce qu'ils appelaient la *nation canadienne*. Il faut dire qu'ils furent les premiers à prendre conscience de l'infériorité économique des Canadiens français, qu'ils attribuaient aux menées des marchands anglo-saxons et à la discrimination pratiquée par le gouvernement colonial. C'est par le contrôle des structures politiques qu'ils envisagèrent la conquête du pouvoir social, visant indirectement la mainmise économique. Sans doute s'opposèrent-ils d'emblée au clergé en tant que rival et en tant que porteur d'une idéologie susceptible de frustrer leurs desseins; mais le clergé demeura à leurs yeux un adversaire secondaire. L'ennemi réel, c'était le marchand anglais et ses alliés : le fonctionnaire et l'immigré. L'idéologie développée par cette classe et assumée par un *parti politique*, le *parti canadien* ou le *parti patriote*, était avant tout dirigée contre les marchands anglais qui dirigeaient le *parti bureaucrate* et qui étaient perçus comme les principaux responsables des problèmes de la société canadienne-française. Cette idéologie, très proche au surcroît des réactions psychologiques immédiates de la masse, était destinée à rallier les milieux populaires au parti. Ce nationalisme, fruit premier d'une réaction de peur contre certaines transformations économiques et sociales en cours, était foncièrement conservateur tant au plan économique que social. Il s'objectait enfin à toute réforme de l'appareil institutionnel qui avait assuré la survie de l'ancienne structure sociale. Au niveau politique cependant, ces nouvelles élites s'inspirèrent largement des idéologies libérales et démocratiques. Malgré certains aspects authentiques, ce libéralisme et cet idéal démocratique demeurèrent au premier chef un instrument servant à justifier la conquête du pouvoir politique au seul profit des professions libérales. Ils furent dans la réalité un tremplin pour parvenir à des fins ultra-conservatrices. Le mépris affiché par ces élites pour les réalités économiques n'avait d'égal que leur

sur-valorisation des solutions politiques. Dans le *parti patriote*, seule une petite minorité aspirait vraiment et en premier lieu à transformer la société en s'inspirant de l'idéologie libérale. Un discours fait par André Jobin, notaire à Sainte-Geneviève, illustre bien les tendances ouvertement réactionnaires d'une fraction influente du *parti patriote*. « Messieurs, dit-il, le gouvernement veut s'emparer des seigneuries, vous avez été brûlé, volé et pillé, on veut ôter les droits des seigneurs et des curés, il est grandement tems de se remuer, car on viendra à vous ôter vos droits et vos terres⁴⁸. »

C'est donc parmi les professions libérales et le monde du petit négoce que se recrutent les ténors, les idéologues et les principaux chefs des insurrections. Au total, 186 professionnels font partie du mouvement, soit la majorité des effectifs de ce groupe dans la région de Montréal. Ils se répartissent en 76 notaires, 43 avocats, 67 médecins et 4 arpenteurs. Fait surprenant en apparence, très peu d'arpenteurs sont compromis. On peut supposer qu'ils exerçaient surtout leur profession en dehors du terroir seigneurial. Ajoutons à cela un nombre insignifiant d'instituteurs surtout étrangers. Lorsqu'on sait que, depuis 1836, le chômage régnait dans cette catégorie sociale, on a peut-être lieu de s'étonner. En réalité, ce groupe dépendait des anciennes élites sociales. Par contre, le nombre des imprimeurs (10) peut être qualifié de considérable. Il est à noter que le groupe le plus urbain est celui des avocats comme il est aussi le plus jeune : les plus de 30 ans ne constituent que 45%. Le groupe dont les assises rurales sont les plus prononcées, est celui des notaires. Ceux-ci sont d'ailleurs très près des chefs populaires pour l'âge : 73% des notaires insurgés ont plus de 30 ans. Quant aux médecins, ils occupent à deux points de vue le centre : 58% d'entre eux ont plus de 30 ans. Ce sont d'ailleurs eux qui figurent le mieux dans la haute hiérarchie révolutionnaire. Chénier, les frères Nelson, Côté et O'Callaghan sont les mieux connus.

Viennent ensuite les marchands : marchands généraux, détaillants urbains et les aubergistes. Ils sont très nombreux dans le mouvement et fortement motivés. Nous avons relevé 388 noms, soit une forte proportion des effectifs canadiens-français de la région de Montréal et quelques Irlandais. Leur répartition est davantage rurale qu'urbaine. Parmi eux,

⁴⁸ Déposition de Pierre Etier.

deux groupes se dégagent. Les aubergistes, au nombre de 130, étaient au cœur des réseaux de renseignements. S'ils n'ont pas aidé à rendre efficace le boycottage des boissons importées, ils ont néanmoins joué un rôle assez central. Car les auberges étaient des centres de discussion, d'où partaient et arrivaient les bruits les plus divers, où se commettait le plus grand nombre d'indiscrétions. Tout cela n'a pas empêché cette catégorie sociale de participer le plus souvent à titre de chef aux événements militaires. Ils forment d'ailleurs le groupe le plus âgé : 85% des tenanciers ont plus de 30 ans. Quant aux marchands dont les effectifs se chiffrent à 258, ils ont après les avocats la physionomie la plus jeune. Il arrive fréquemment que des aubergistes ne sachent ni lire ni écrire. Cette situation est à peu près inexistante parmi les marchands. On peut même supposer qu'une assez forte proportion d'entre eux avait fréquenté les collèges classiques pendant une période plus ou moins prolongée. Les marchands occupent une place importante dans la hiérarchie révolutionnaire. A cet égard, ils semblent avoir particulièrement affectionné le titre de colonel.

Cette forte présence des éléments commerçants dans les insurrections ramène la question des motivations économiques. Chez les professionnels, les motifs d'ordre économique eurent certes leur signification. Mais mal en point sur ce plan, le groupe fournit un grand nombre d'aspirants aux postes gouvernementaux. « Que tous ces trains, déclare le D^r Ainsley, étaient mis en marche par Mailhiot et quelques jeunes fous pour avoir des places ⁴⁹. » Sans doute les hommes de profession sont-ils à la recherche d'une promotion économique, mais ils semblent attirés davantage par le prestige social et le pouvoir politique. Dans les milieux commerçants, les motivations économiques étaient centrales. J.-B. Bernard, marchand à Belœil, répond ainsi aux sollicitations du D^r Allard : « tu dois comprendre que ma fortune dépend du gouvernement anglois ⁵⁰... » Il est certain que ce monde du petit négoce impliqué massivement dans l'action révolutionnaire n'est pas en bonne posture. En effet la plupart de ceux qui avaient réussi soutenaient l'ordre établi. Ces petits commerçants, en plus d'être trop nombreux, étaient les plus vulnérables à la compétition. Ils aspiraient à écarter les Britanniques établis comme marchands dans les

⁴⁹ Déposition de P. Colette de St-Jean.

⁵⁰ Déposition de J.-B. Bernard.

paroisses rurales. J.-N. Pacaud, propriétaire de navire, exprime à sa façon les frustrations du petit commerce et de la petite entreprise canadienne-française : « que les sacrés Anglois l'avoient fait assez souffrir, qu'ils ne rendoient pas assez justice à lui dit Pacaud ⁵¹ . . . » Au reste, surtout après 1830, leur dépendance à l'endroit de la bourgeoisie d'affaires anglo-saxonne de Montréal s'était accrue en même temps que le déficit de la production du blé. A mesure que les surplus agricoles avaient après 1800 diminué, l'essentiel du commerce avec les paroisses rurales avait de plus en plus consisté dans leur ravitaillement. La suprématie que les Britanniques avaient acquise dans le secteur des importations, qu'il s'agisse des denrées agricoles du Haut-Canada ou des États-Unis, qu'il s'agisse des produits venant de la Grande-Bretagne ou des Antilles, facilitait le contrôle sur le commerce local. Les petits marchands canadiens-français des campagnes ou même des villes désiraient, semble-t-il, secouer le joug. Dans cette perspective, leur nationalisme se comprend mieux. F.-X. Prieur, marchand de Sainte-Martine, lance aux fermiers qu'il commande : « ne craignez rien mes amis, nous allons abattre les Anglois ⁵² . . . » Ici encore on observe que ce nationalisme touche d'abord les éléments les plus vulnérables. Quant aux autres, on les retrouve dans le *parti bureaucrate*.

Révolution de la misère, 1837-38 en fut certes une pour les cultivateurs, les artisans ruraux et urbains, les journaliers, pour la majorité des professionnels et certaines catégories de commerçants. Ainsi les habitants de Sainte-Scholastique avertissent J. Leroux « qu'il pourroit bien perdre son sang et sous peu être aussi pauvre qu'eux-mêmes ⁵³ . . . » Le fut-elle pour tous ? Nous avons cependant observé, plus ou moins à l'arrière-plan et même à l'intérieur du mouvement, la présence d'un groupe dont le statut économique est loin d'être inférieur. Ainsi, autour de la *Banque canadienne* de Saint-Hyacinthe, gravitent des fermiers aisés, des professionnels et des marchands, dont la prudence et l'anxiété étaient évidentes. La rumeur circulait à l'effet que cette institution avait été fondée pour financer une révolution. Le même objectif fut attribué à la *Banque du Peuple*. L'abbé Chartier qui était partiellement au courant des secrets de la rébellion, l'affirme vigoureusement et il ajoute : lorsque le rôle de cette institution aura été élucidé, alors viendra le jour des

⁵¹ Déposition de J. Trudel.

⁵² Déposition de N. Boyer.

⁵³ Déposition de J. Leroux.

rétributions. Qu'entendait exactement D.-B. Viger lorsqu'il déclara à Papineau avant son départ de Montréal « que leurs petites affaires n'iroient jamais bien qu'ils n'eussent herdassé le gouvernement ⁵⁴ ». Trop de pistes conduisent à la *Banque du Peuple* et aux éléments qui la dirigent pour qu'il n'y ait pas anguille sous roche. Qu'Édouard Fabre, un de ses directeurs, arrive mystérieusement à Saint-Denis avant le combat et qu'il en reparte immédiatement après avoir conféré avec Papineau, cela n'a peut-être rien à voir avec la fuite de ce dernier et avec les dernières décisions prises par la banque. Mais qui sait ? Certains témoignages nous font aussi songer à l'existence de cette petite minorité ayant intérêt à recueillir les bénéfices de l'opération révolutionnaire. Joseph Bourdon et Bertrand déclarent dans leur déposition que les Patriotes, advenant leur victoire, « confisqueroient les différentes banques (excepté la Banque du Peuple) ainsi que les magasins en gros pour soulager les pauvres. Qu'ils feroient payer à John Molson 80,000 livres et aussi d'énormes sommes à d'autres personnes... Que le sieur Benjamin Hart ainsi que tous les autres Juifs devoient être étranglés et leurs biens confisqués ⁵⁵... » Ils prévoient aussi nationaliser le canal Lachine et le chemin de fer de Laprairie. Quant à la *Banque du Peuple*, elle deviendrait la banque du gouvernement. Lorsqu'on scrute à la fois les liens familiaux, les relations personnelles et les solidarités d'affaires dans la haute direction du *parti patriote* et du mouvement insurrectionnel, l'hypothèse du *Family Compact*, d'ailleurs dénoncé à l'époque et plus tard, prend plus de sens. A cet égard, le rôle des Viger mériterait d'être éclairé davantage. Nous touchons ici à un univers plus restreint, plus près des ambitions personnelles et des intérêts familiaux. C'est aussi un monde où les secrets étaient mieux gardés.

Ces élites qui formaient les cadres supérieurs des insurrections furent les premières responsables de la faillite de cet effort pour édifier l'indépendance du Bas-Canada. Car leur rôle ne se limitait pas à réchauffer la masse, il en était un de planification, d'organisation et de vigoureux leadership au moment crucial. En fait les insurrections, celle de 1838 comme celle de l'année précédente, offrent plutôt un spectacle d'anarchie,

⁵⁴ Déposition de A. Labadie.

⁵⁵ Dépositions de J. Bourdon, J. Bertrand et Glackmeyer. Ovide Gariépy, marchand à Laprairie, pour sa part : « strongly advised deponent and all Canadians to retain all the bills of the Banque du Peuple they possibly could as it was a great deal better than any other bank ». Déposition de I. Lavoie.

d'impulsivité mal canalisée et d'une sorte d'impuissance à agir avec efficacité. La peur domine le mouvement et, sauf à quelques occasions, aucun mécanisme ne permet de la surmonter. Ces énormes rassemblements de paysans, incapables de se mouvoir vraiment, étaient plutôt le fruit de l'instinct grégaire que d'une véritable stratégie. Certains chefs, tel ce Plamondon, marchand à Saint-Hyacinthe, déclarent « que les habitants devoient examiner leur lâcheté, que tout l'embarras des troupes dans les campagnes étoit dû au peu de bravoure des habitants ⁵⁶... » Par contre les cultivateurs incriminent les chefs. Ainsi deux fermiers racontent que « M^{re} Ambroise Brunelle seroit un dangereux souleveur de peuple... qu'il s'est sauvé après avoir animé les esprits du bas peuple ⁵⁷ ». Il semble que le comportement des milieux populaires au moment de l'action reflète la déficience du leadership à tous les niveaux. Car aux endroits où la direction était vigoureuse, l'anarchie fut surmontée. En ce sens, la victoire de Saint-Denis était attribuable à Wolfred Nelson. A Saint-Eustache, le colonel Chénier, malgré la disparition subite de Girod ⁵⁸, opposa une forte résistance aux troupes gouvernementales. Ce sont là des exceptions, mais combien significatives.

A l'origine de la plupart de ces difficultés, il y avait le chef suprême. Papineau qui incarnait le mouvement, une sorte de volonté de régénération nationale comme on disait alors, se complut dans l'ambiguïté et il se révéla inapte à l'action, hésitant et faible à l'excès. Au point de départ, tout effort sérieux d'organisation se trouvait bloqué. Certains éléments locaux tentèrent de suppléer à cette déficience ⁵⁹, mais personne ne parvint à assurer une certaine unité d'action. Sa fuite déguisée avant le combat de Saint-Denis, au sujet de laquelle personne ne s'est mépris si ce n'est lui-même, provoque l'étonnement : « tant la surprise de ces habitants, déclare Lespérance, étoit grande de ne pas le voir à la tête du combat ⁶⁰ ». La veille du combat de Saint-Charles, Papineau fait un

⁵⁶ Déposition de J. Varié.

⁵⁷ Dépositions de Lacoste et Morin.

⁵⁸ A Fournier raconte la fuite de Girod qui lui avait ordonné d'aller rencontrer les troupes sur la glace : « nous revîmes au village où je vis Girod en cariole avec un autre qui se sauvait; en m'apercevant il tira sur moi et la balle se logea dans une clôture près de moi ». Dans sa déposition, Richard Hubert admet lui-même s'être enfui. De son côté, Isaïe Foisy, forgeron, déclare avoir ferré un cheval pour Hubert et réparé une cariole pour Girod immédiatement avant le combat.

⁵⁹ Voir notre article, *Papineau dans la révolution de 1837-38*, dans *C.H.A.R.*, 1958, 13-32.

⁶⁰ Déposition de T. Lespérance.

discours aux insurgés de l'endroit leur recommandant la bravoure⁶¹. Puis il se réfugie à Saint-Hyacinthe, d'où il part pour fuir aux États-Unis où il circule sous un nom d'emprunt. Entre temps, il avait sans doute oublié son rôle de négociateur dans l'éventualité d'une défaite. Quoi qu'il en soit sa conduite étrange fut un facteur décisif dans l'échec du mouvement insurrectionnel.

Fait plus grave, le cas Papineau n'est pas isolé. Même si d'habitude les choses se passent plus simplement et sans mise en scène, le phénomène eut ses répercussions. Michel Godet, cultivateur de Saint-Hyacinthe, explique son départ de Saint-Charles « alléguant pour raison que toutes les grandes gens qui les avoient fait marcher ne se montraient point au camp⁶²... » Robert Nelson et le D^r Côté, qui en 1837 avaient accusé Papineau de poltronnerie, ne firent pas meilleure figure l'année suivante⁶³. Chez T. S. Brown, l'absence de bravoure s'accompagne d'incompétence... Ce petit marchand s'était illustré pendant une émeute avec les membres du Doric Club. A son arrivée à Saint-Charles, il avait été nommé général par Papineau. Pendant toute la période d'attente, il vogue dans l'enthousiasme le plus absolu. En fait il est certain de sa victoire. Il refuse même les renforts que lui promet Wolfred Nelson et il conseille aux 1,000 patriotes groupés à Saint-Mathias de se contenter de couper la retraite des troupes après leur défaite. Plus tard Brown se défendra mal de l'accusation de s'être enfui au début du combat⁶⁴.

Nous ne voulons pas allonger la liste de ces défections. Elle serait désespérément longue. Qu'il suffise de citer un dernier texte concernant la pauvreté de ce leadership au sein duquel il y avait trop de ténors et pas assez d'hommes d'action. François Darche, journalier de Saint-Hilaire, raconte son aventure à Saint-Charles le jour du combat :

...qu'avant le combat commencé le dit capitaine [de la république canadienne] Jean Marie Têtro dit Ducharme auroit passé sa compagnie en revue et auroit arrangé leurs armes en leur disant, mes Enfants, soyez braves, faites bien attention; ne manquez pas ces sacrés gueux là, visez bien et droite, visez au cœur, à l'estomac et à la tête, point de grâce ni quartier [...] et qu'ils ne l'on pas revu après; qu'il suppose qu'il s'étoit sauvé⁶⁵...

⁶¹ Déposition de O. Lussier.

⁶² Déposition de Michel Godet.

⁶³ Voir la déposition de Louis Lussier et celle de J.-B. Plante.

⁶⁴ Un autre exemple de rare incompétence est celui de la capture de 150 patriotes par les Indiens du Sault-Saint-Louis. Cela tient de la comédie.

⁶⁵ Déposition de Frs Darche dit L'Artifice.

Les élites ont cru, semble-t-il qu'il suffisait de pousser les habitants à la révolte pour que l'indépendance se réalise sans risques sérieux pour elles. Certains chefs, se fondant sur la durée de la révolution américaine, continuent à prétendre, même après la faillite du second soulèvement, qu'il suffira aux Canadiens français d'être persévérants pour que le succès couronne leurs efforts. Le succès final, ils l'attendent de la multiplication des expériences avortées, croyant que l'Angleterre abandonnera alors d'elle-même la colonie à son sort. En 1837 et l'année suivante, la faiblesse du leadership révolutionnaire était telle que, même sans opposition sérieuse, le mouvement n'aurait pu réussir. En tout cela, il est impossible de ne pas déceler un degré plus ou moins marqué de mauvaise foi que ce soit au niveau des motivations ou à celui des techniques. Les racontars invraisemblables faits par les chefs au sujet de l'aide américaine et de son étendue illustrent cet aspect de la situation. Après l'échec du complot de Québec qui devait se traduire par le soulèvement des campagnes jusqu'à Charlevoix et Kamouraska et par un coup de main sur la citadelle, un nommé Hudon aurait déclaré :

* They [Patriots] were determined to turn it to their advantage as all the troops would undoubtedly be informed of their danger, the habitants shall treat them with the utmost kindness on their way up and then raise a report that the English want to prejudice a strange soldiary against a good and undersigning people...⁶⁶ *

De même faudrait-il parler de la trahison ou de la défection d'un certain groupe de chefs révolutionnaires, plus particulièrement de ceux qui avaient le plus d'intérêt à s'emparer du pouvoir politique et à écarter les Britanniques de la compétition économique ? Même si les documents font défaut pour étoffer à fond une telle hypothèse, il n'est pas exagéré de dire que les choses se sont passées comme si une telle défection s'était produite. Ce groupe a-t-il craint, à un moment, de voir se développer un mouvement vraiment populaire et antiféodal ? L'hypothèse mérite d'être retenue et la recherche d'être poursuivie. Il est certain que les éléments les plus modérés ont été doublés, surtout après août 1837, par les radicaux. Que l'abbé Chartier ait été chargé plus tard de modérer la fièvre anticléricale et antiféodale des réfugiés aux États-Unis, cela est significatif.

Le mouvement insurrectionnel était donc né parmi les élites et s'était rapidement propagé parmi la masse où il avait de vastes appuis. Il était

⁶⁶ Déposition de Hutton.

l'aboutissement logique de la crise nationaliste qui avait pris forme après 1800 et n'avait par la suite cessé de s'enraciner. Mais ce mouvement contenait les germes de son propre échec. Au lieu d'assumer la refonte sociale et le renouveau économique, les professions libérales se dressèrent d'une façon générale et souvent inconsciemment contre tout changement en profondeur, appuyant leur effort sur la préservation des anciennes structures institutionnelles élevées au rang de valeurs nationales. Incapables d'articuler leur action sur les besoins à long terme de la société, ces élites ne parvinrent pas à dépasser leurs intérêts et leurs ambitions de groupe. Au fond, ce à quoi elles aspirent c'est de recueillir la succession des vieilles familles seigneuriales. Montebello symbolise ce genre d'option. Il est vrai qu'une minorité de libéraux authentiques est parvenue à éveiller une fraction de la masse à une conscience de classe et à une idéologie antiféodale et anticléricale. Mais, dans leur ensemble, les milieux professionnels avaient travaillé à canaliser le mécontentement populaire contre un groupe ethnique particulier, contre un groupe qui symbolisait à leurs yeux un effort pour implanter un ordre social dominé par la bourgeoisie commerciale et industrielle. En orientant la lutte à ce niveau, les hommes de profession empêchaient le développement d'une conscience de classe dans la masse et assuraient la survie de l'Ancien Régime social. Ils assuraient en même temps leur avenir. C'est probablement là que réside l'explication de la défection d'une fraction influente de l'élite révolutionnaire. La montée constante du pouvoir clérical après 1840 aurait sa source principale dans les attitudes profondes de cette élite qui avait aspiré à diriger seule la société. C'est pourquoi, à une société qui, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, avait été dirigée conjointement par les anciennes familles seigneuriales et le clergé, succède une société dominée par les clercs et les professionnels. Mais cette fois l'équilibre est de plus en plus renversé. Le clergé occupe le premier rang dans la hiérarchie sociale. La manipulation de la masse avait joué contre ses auteurs.

Age des chefs (données provisoires)

	<i>commerçants</i>	<i>professionnels</i>	<i>ruraux</i>
moins de 30 ans	40%	40%	24%
plus de 30 ans	60%	60%	76%
entre 30 et 50 ans	44%	50%	55%
entre 40 et 60 ans	36%	24%	46%

Age des chefs (données provisoires)

	mar- chands	auber- gistes	no- taires	avo- cats	méde- cins	ruraux
moins de 30 ans	46%	15%	27%	55%	42%	24%
plus de 30 ans	54%	85%	73%	45%	58%	76%
entre 30 et 50	39%	62%	57%	37%	50%	55%
entre 40 et 60 ans	32%	50%	25%	22%	26%	46%